



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/36  
21 janvier 1964  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES  
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA  
PROTECTION DES MINORITES  
Seizième session  
Point 4 de l'ordre du jour

PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION DE TOUTES  
LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Exposé présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la  
catégorie B

Date de réception : 21 janvier 1964

La Ligue internationale des droits de l'homme appuie les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à sa dix-huitième session, ainsi que leur insertion dans une Convention juridiquement obligatoire, mais elle relève avec inquiétude les vues divergentes qui ont été exprimées quant à la mesure dans laquelle il pourra être dérogé légalement aux libertés d'expression, de publication et d'association.

Il va de soi qu'une organisation vouée à la défense des droits de l'homme est contre toute discrimination fondée sur la race, entre autres motifs, et qu'elle appuie tous les efforts destinés à combattre ce genre de discrimination. Elle n'en doit pas moins faire observer ce qui suit :

1. Lesdits efforts ne doivent pas aller jusqu'à violer les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La liberté d'expression et la liberté d'association garanties par ces articles sont trop indispensables à la société pour qu'elle soit fondée à réprimer pénalement le simple fait de tenir tel ou tel langage ou de faire partie de telle ou telle association.

2. En revanche, les actes de discrimination ou l'incitation à ces actes relèvent proprement du droit pénal. La répression pénale de l'incitation ne doit pas être générale mais spécifique, et viser l'incitation à tout acte de violence ou à tout autre acte illégal emportant discrimination, effectivement commis, ou simplement tentés.

3. La Déclaration universelle des droits de l'homme est aussi explicite touchant la répression pénale de l'incitation à la discrimination (art. 7) qu'elle l'est en ce qui concerne la liberté d'expression. De toute évidence, ce qu'elle prévoit pour la répression de l'incitation ne doit pas porter atteinte à la liberté d'expression.

4. Dans l'application de ce principe aux organisations reconnues coupables d'incitation à la violence raciale, ce sont les responsables de ces organisations qui devront être poursuivis pénalement. Les organisations elles-mêmes ne sauraient tomber sous le coup de la loi pénale. La culpabilité, selon les normes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est un fait personnel, elle ne peut résulter d'une association.

5. Si la loi s'écarte de ces principes et tente d'interdire l'expression, la publication ou l'association, alors même qu'aucun acte n'aurait été commis, elle ouvre la porte à de graves abus de la part des autorités appelées à décider que telle opinion est punissable et que telle ne l'est pas. Ces abus se sont produits chaque fois que des mouvements politiques ou religieux ont été déclarés illégaux. S'il peut y avoir des risques à laisser exprimer librement des opinions haineuses, en interdire l'expression est bien plus dangereux pour la liberté d'opinion en général.

Par conséquent, seuls les actes et l'incitation aux actes doivent relever du droit pénal.

6. La Convention devrait, à notre avis, prévoir une action civile en réparation ou un autre recours civil contre les individus ou organisations qui pratiquent la discrimination. Ce seraient là des voies de recours effectives qui ne soulèvent pas les mêmes objections que les sanctions pénales.

-----